



Paris le 26/05/2008

Arrêtons les idées reçues sur les fonctionnaires

De nombreux gouvernements utilisent la même méthode pour faire passer leurs projets en matière de «réforme de l'Etat» comme entretenir des idées reçues sur les fonctionnaires, jouer sur la peur de la situation des finances publiques, tout en assurant la main sur le cœur défendre le service public. Alors que se joue l'avenir de la fonction publique, il faut rétablir d'urgence quelques vérités.

Les fonctionnaires ne «font» pas la dette

23.000 postes de fonctionnaires ont été supprimés cette année (et avec eux autant d'emplois publics pour l'éducation nationale par exemple, ou pour d'autres services publics) : ces suppressions de postes doivent permettre de réduire la dette nous dit-on du côté du gouvernement. Cet argument est fallacieux : ces suppressions d'emplois conduisent à une économie budgétaire de 400 millions d'euros environ. Mais dans le même temps, le « paquet fiscal » coûtera 9 milliards d'euros cette année aux finances publiques et 13 à 15 milliards d'euros en année pleine. Où est le véritable «coût» ? Certainement pas du côté des fonctionnaires !

Les fonctionnaires et la fonction publique sont utiles, socialement et économiquement

Les fonctionnaires rendent des services utiles à la collectivité qui échappent à la logique du marché et du profit : éducation nationale, santé, sécurité... Ces services publics favorisent la cohésion sociale et réduisent les inégalités. Ils permettent également un bon niveau de développement économique : les infrastructures publiques favorisent l'activité économique (réseau de transport public...), le niveau de qualification de la main d'œuvre est bon, le système de santé est performant, la redistribution sociale assure un certain revenu aux ménages ...

Les fonctionnaires travaillent pour l'intérêt général

On raille souvent les fonctionnaires à propos du travail. C'est un lieu commun à mille lieux des réalités. Il n'y a qu'à voir les communiqués satisfaits des Ministres et des administrations pour voir que les fonctionnaires font bien leur travail, et qu'ils le font avec le sens de l'intérêt général. Les projets du gouvernement sont clairs : réduire la présence du service public, rendre la fonction publique plus flexible, payer les fonctionnaires au mérite... Les conséquences pour les usagers sont néfastes : le service public de proximité disparaît progressivement, une plus grande précarité des fonctionnaires ne profitera pas aux autres salariés (au contraire) et une rémunération au rendement changera totalement l'exercice des missions (doit-on payer le contrôle fiscal selon les redressements ? Cela se ferait au détriment des contribuables).

Les fonctionnaires sont capables de se réformer

Comparons l'administration d'aujourd'hui et celle d'il y a 10 ans. Rien n'est plus comme avant. C'est dire si les fonctionnaires ont su évoluer. Mais une chose est sûre : la société et les usagers ont plus que jamais besoin de services publics. C'est ce qui est en jeu.

Les idées reçues qui circulent n'ont qu'un but : discréditer les fonctionnaires pour faciliter le recul de l'action publique.

L'avenir de la fonction publique est l'affaire de tous mais la réalité des projets du gouvernement n'est pas publiquement débattue : aujourd'hui, ce sont clairement les principes des missions publiques, c'est-à-dire l'égalité de traitement, la neutralité et l'indépendance, qui sont en jeu.